

Nous les résidents du foyer Adef de Saint-Ouen...

Communiqué suite à la rencontre avec le préfet du lundi 2 décembre 2019

Nous les résidents du foyer Adef de Saint-Ouen situé 82, rue de Saint-Denis 93400 Saint-Ouen, allons voir notre foyer détruit fin 2020 pour laisser place au village olympique pour les J.O. de Paris 2024.

Après plusieurs mois de désaccords avec notre bailleur l'Adef et ses partenaires (la Solideo, la Mairie de Saint-Ouen, Plaine commune etc...) sur la proposition de relogement provisoire indigne et inhumaine qui nous a été faite, nos délégués ont été convoqués pour une rencontre avec Monsieur le Préfet lui-même à la Préfecture de la Seine-Saint-Denis le 2 décembre 2019 à 18h00. Rappelons que la proposition que nous rejetons consiste à vivre pendant au moins deux ans dans des espèces d'algécos améliorés (dits logements modulaires) à deux par studio pour la plupart d'entre nous, dans un terrain trop petit situé boulevard Finot jouxtant le chantier olympique.

Les résidents espéraient beaucoup de cette rencontre avec le Préfet. Ils espéraient au moins entendre d'autres propositions de relogement provisoire, une écoute attentive de leurs préoccupations et un déblocage rapide du dossier. En fait, ils ont été surpris par un comité d'accueil soigneusement mis en place. Les dirigeants de la Solideo, un large éventail du personnel de l'Adef y compris son directeur général, était présents ainsi que la sous-préfète de Saint-Denis etc...

Une autre surprise de taille était le traitement particulier réservé à Mr Diallo Boubacar, porte parole et président du comité de résidents. Le préfet lui pointait du doigt avec un ton menaçant : « Vous M. Diallo Boubacar, venez vous asseoir en face de moi, qu'on se parle les yeux dans les yeux. »

Monsieur le Préfet reproche à M. Diallo ses sorties médiatiques contre l'Adef et la Solideo et leurs dirigeants respectifs qui restaient pendant la réunion visiblement très agacés mais silencieux. Les accusations ont continué à pleuvoir de sa bouche : « cette lutte n'est autre que politique et s'inscrit dans des actions contre les Jeux Olympiques. »

Monsieur le Préfet se lance alors dans un véritable éloge du dirigeant de la Solideo, qui selon lui gère bien cet immense mission reconnue d'intérêt national ; selon lui, ces jeux seraient une chance pour un département caractérisé par des violences interurbaines.

Le directeur de l'Adef a lui aussi eu droit à des compliments. Libéré de toute responsabilité dans ce dossier, le Préfet précise : « vous avez maintenant affaire à moi et non à Mr Vaillant. »

Monsieur le Préfet a défendu point par point la proposition qui est imposée aux résidents, dans toute son intégralité, à savoir le Boulevard Finot et ses conditions vie inhumaines, les modulaires, le refus du retour sur le site après les JO.

Monsieur le Préfet a même enfoncé le clou, en nous informant que les permis de construire pour les 2 futures résidences sociales définitives, que nous devons occuper après 2023 ont été déposés, sans la moindre concertation sur les plans ou l'aménagement de ces structures avec les résidents et leur comité.

En guise de consolation, Monsieur le Préfet a promis que les résidents qui souhaitent accéder au logement social pourraient être prioritaires en faisant le choix de 3 communes, et à condition qu'ils soient éligibles.

Le préfet a promis aussi la création d'un comité de pilotage avec intégration des représentants des résidents.

Nous les résidents affirmons que nous ne sommes engagés dans aucune action politique et pour nous, la tenue ou non des JO n'est pas une préoccupation.

Nous rejetons ces accusations mensongères et calomnieuses, dont le seul but est de nous discréditer, de nous décourager et de nous faire taire.

Mais nous les résidents du foyer Adef de Saint Ouen ne baisserons pas les bras !

- 1) Nous refusons le projet qui consiste à entasser presque 300 résidents dans des logements collectifs sur le site Finot, entouré du chantier de construction du village olympique, dans un espace trop exigu, à 2 par chambre, sans espaces de vie ou espaces collectifs, sans aucun espace pour ranger nos voitures.**
- 2) Nous demandons notre relogement dans des sites permettant des studios autonomes pour chaque résident y compris pendant le relogement provisoire.**
- 3) Nous demandons des sites ayant la place nécessaire pour les espaces de parking et les salles collectives en nombre et de taille équivalent à ce dont nous bénéficions dans notre ancien foyer.**
- 4) Nous voulons être consultés sur l'emplacement et la conception des nouvelles résidences qui doivent être réalisées pour nous accueillir après les travaux.**

Fait à Saint-Ouen le 09 Décembre 2019

Pour le comité de résidents :

Diallo Boubacar
0627786183 tibile160801@hotmail.fr

Toukara Diadié